

Ipjmag - le magazine réalisé
par les étudiants de l'IPJ

-- Europe --

Europe

**Strasbourg-Bruxelles,
un aller-retour à 200
millions d'euros**

Marc Vignaud [29ème promotion]

mardi 15 mai 2007

Un million de citoyens européens dénoncent, dans une pétition, le coût engendré par l'éparpillement des locaux du Parlement européen.

« La grande transhumance ». C'est ainsi que les députés européens surnomment leur voyage mensuel vers Strasbourg. Parlementaires, assistants ou traducteurs, ce sont plus de 3000 personnes qui migrent vers l'Alsace une fois par mois, pour quatre jours de vote dans l'hémicycle. Le reste du temps, ils préparent les textes dans leurs locaux de Bruxelles, assistés par un secrétariat établi à Luxembourg.



Le siège strasbourgeois du Parlement européen n'est occupé que quatre jours par mois. Une organisation bien rôdée qui coûte chaque année 200 millions d'euros aux citoyens de l'Union européenne, selon la Commission. Certes, ce montant ne représente que 0,16 % du budget de l'Union, mais cela reste un véritable « gâchis », considère Cecilia Malmstrom. Cette ancienne eurodéputée suédoise (libérale) a lancé sur internet, en mai 2006, la pétition [Oneseat](#) en faveur d'un siège unique à Bruxelles. Un million d'Européens l'ont déjà signée.

Mais parmi les 785 eurodéputés, seuls 59 affichent leur soutien à cette campagne. Si aucun Français n'en fait partie, tous reconnaissent néanmoins les inconvénients de tels déménagements. A son départ de Bruxelles, chaque député doit entasser ses dossiers dans une malle à son nom. En tout, 200 tonnes de matériel sont acheminées par camion.

La France contre un siège unique à Bruxelles

Pour mettre fin à cette perte de temps et d'argent, il faudra obtenir l'unanimité des vingt-sept Etats membres au Conseil européen. Lequel a d'autres priorités. Même Cecilia Malmstrom, à l'origine de la pétition *Oneseat* et promue ministre des Affaires européennes en Suède à l'automne dernier, n'a pas encore jugé opportun de reposer la question à ses homologues. Et pour cause, la France n'est pas prête à abandonner la seule institution européenne installée sur son territoire. La « grande transhumance » a encore de beaux jours devant elle.

Sébastien Krebs, Marc Vignaud